

EN LIVE - Randa Kassis, Conseil national Syrien : "même si Assad tombe aujourd'hui, la crise continuera"



Université d'été du Medef - Suivez les temps forts de l'événement avec latribune.fr, à travers les débats et dans les coulisses de l'événement.
Sur le même sujet

18h30 - « Même si Assad tombe aujourd'hui, la crise continuera »

"Il n'y a pas d'intégration sans autorité" : c'est ainsi que Dominique Reynié, professeur à Sciences Po, introduit la dernière conférence de la journée sur le sujet "Trop ou pas assez d'autorité". Il ajoute : "Il ne faut pas confondre autorité et pouvoir. L'autorité consiste à faire faire à quelqu'un quelque chose qu'il n'aurait pas fait spontanément." Membre du Conseil national Syrien et écrivain, Randa Kassis alerte sur la situation en Syrie : "Le régime est tyrannique, nous sommes d'accord. Quand nous combattons un régime répressif, nous battons toute une pensée répressive. Nous ne pouvons pas gagner cette révolte si nous n'arrivons pas à convaincre les minorités qui soutiennent le régime d'Assad. Il faut d'abord que les opposants syriens condamnent les violations, et qu'on travaille sur la transition. Il faut travailler sur les défections d'alaouites et sur la masse

silencieuse. Parce que, même si Assad tombe aujourd'hui, la crise continuera. Il faut réfléchir au partage du pouvoir après Assad. C'est un travail de longue haleine, de culture, de changement de mentalité. Chaque individu dans cette société a un esprit répressif, car ils ont tous été opprimés. Chacun a appris à supprimer l'autre pour exister. Il faut donc d'abord travailler sur le pluralisme de ce pays."

18h20 - Hommage de Laurence Parisot à Patrick Ricard

Laurence Parisot rend hommage à Patrick Ricard : « Il a su combiner modestie et audace. Il a eu le talent de mêler la tradition et la modernité. C'était un des plus grands entrepreneurs français. Nous garderons longtemps dans notre esprit sa mémoire. Je crois que ce qu'il a apporté à son pays, à son économie, sera là pour longtemps, longtemps. Pour lui rendre hommage, je voudrais qu'on réserve un tonnerre d'applaudissements au groupe Ricard ».

Entendu durant la journée : quelques phrases glanées çà et là par notre envoyée spéciale

Najat Vallaud-Belkacem :

- "Si la France arrivait à un taux d'emploi des femmes égal aux hommes, elle pourrait accroître son potentiel de croissance de plus de 20%"
- "Pour l'égalité professionnelle, il faut mettre sur la table le secret des salaires, promotions, harcèlements..."

Nicolas Hulot :

- "La crise financière et la crise écologique se nourrissent des mêmes travers et des mêmes maux"
- "Qui osera parler de la croissance sélective et de la sortie du pétrole ?"
- "Où nous réussirons tous ensemble, où nous crèverons tous ensemble"

Benoît Poirier :

- "Il ne faut pas diaboliser l'actionnaire"

16h30 - Luc Oursel, [Areva](#) : "la transparence ne peut pas être absolue"

Luc Oursel, président d'Areva, s'exprime à son tour sur le secret des affaires. « L'absence de transparence n'a longtemps pas posé de problème pour notre activité. Aujourd'hui il en est autrement, du fait de la défiance envers les dirigeants et les institutions, de la complexification croissante de nos technologies. Il fallait corriger l'image d'opacité de notre industrie, liée à ses origines militaires. Il s'agit de faire de la pédagogie, de

communiquer sur toutes les anomalies ou incidents qui peuvent intervenir. Dans une démocratie, il est normal de devoir rendre des comptes. Nous dialoguons sans tabous avec un certain nombre d'ONG et de syndicats. Il est d'ailleurs frappant de noter que certaines ONG refusent de s'asseoir à la même table que nous. Et elles refusent que nous disions qu'elles refusent. Les apôtres les plus rigoureux de la transparence ne sont pas toujours les plus transparents... Mais la transparence ne peut pas être absolue. Il y a une saine transparence, sur les pratiques comptables, les rémunérations, l'égalité professionnelle, etc... A l'inverse, je suis défavorable à la transparence qui affaiblirait nos dispositifs de sécurité en favorisant le travail de ceux qui veulent nuire, ou celle qui amènerait à révéler des secrets de fabrication qui affaiblirait notre position concurrentielle. Dans ces cas-là, la levée du secret n'est pas inutile, elle est dangereuse. » Il conclut en citant Jules Renard : « Il ne faut pas dire toute la vérité, mais il ne faut dire que la vérité. »

15h30 - Virgine Calmels (Endemol) : "Le secret, c'est le pouvoir"

Secret ou transparence ? Les entreprises les plus transparentes sont-elles celles qui sont les mieux valorisées par les marchés, les mieux traitées par leurs actionnaires ? Quelle est la place du secret dans notre société ? Le thème « Trop ou pas assez de secrets » est le sujet d'une nouvelle conférence de l'Université d'été du Medef.

C'est d'abord une psychiatre et psychanalyste, Francesca Biagi-Chai, qui se lance : « La psychanalyse, qui vise à l'élucidation, au dévoilement des secrets, s'oppose en réalité à la transparence et ne la prône en aucun cas. On ne peut jamais dire le vrai sur le vrai. » Virgine Calmels, présidente d'Endemol France, commence par citer les programmes « Secret Story » et « Patron Incognito ». « On conteste le secret des autres et on protège les siens. C'est là-dessus que se construit Secret Story. Le premier constat, c'est que le secret, c'est le pouvoir. Et si on perd la confiance dans ses dirigeants, on peut aller dans des extrêmes de transparence à tout prix.

Le secret, c'est aussi la protection. Briser un secret d'Etat, un secret professionnel peut être lourd de conséquences. La préservation de l'info peut être une forme de protection. Beaucoup de gens ont du mal à révéler une erreur à sa hiérarchie, de peur d'être réprimandé ou de perdre son emploi. Le secret c'est aussi d'abord et avant tout la curiosité. Derrière la curiosité, pour une société comme la nôtre, on crée l'excitation et forge une certaine forme d'intérêt et implique le téléspectateur, et le secret crée l'événement. L'ère de la transparence est pour moi plutôt une tyrannie de la transparence. Elle est voulue mais on peut difficilement la contourner. Notre liberté est la conservation de nos secrets. Quand on fait des émissions sur les magiciens, on fait très attention à ne pas déflorer leurs secrets ».

15h15 - Halte à la librairie de l'Université du Medef

Près de la grande tente dressée pour les conférences plénières de l'Université d'été du Medef, une librairie éphémère a été installée dans le hall d'honneur des grands donateurs d'HEC. Entre *Saluds de pauvres* de Benjamin Griveaux et *Le temps des riches* de Thierry Pech, nous avons eu droit à quelques surprises... [Lire l'article et voir la sélection](#)

12h45 - Verwaayen ([Alcatel-Lucent](#)) : « Nous avons besoin d'une inspiration économique »

Le directeur général d'Alcatel-Lucent Ben Verwaayen, s'exprime également sur le sujet du changement climatique.

Le changement de climat est-il un sujet politique ou un sujet d'économies ? Delphine Batho a totalement raison. Nous sommes en train de perdre, et pas seulement contre les Chinois, la bataille de la fabrication de produits durables. Nous n'avons pas la priorité de l'innovation. Nous avons besoin d'une inspiration économique. » La science peut-elle nous aider ? C'est même la seule solution selon André Brahic, astronome, physicien et astrophysicien : « La société civile baigne aujourd'hui dans la science, et les scientifiques sont absents de la société civile. Ce hiatus est pénalisant pour nous. Il y a une absence de culture scientifique dans notre pays. On parle de chômage, de violence : mais le chômage, ça n'est pas en fabriquant des chemises à bas coût qu'on va le réduire, c'est en innovant. Et la violence n'est pas la fille de la pauvreté, c'est la fille de l'inculture. » Il conclut : « La vie et la recherche c'est comme la bicyclette : quand on n'avance pas, on tombe ».

Le discours passionné d'André Brahic recueille à maintes reprises des applaudissements nourris dans la salle.

12h15 - Delphine Batho : « L'écologie n'est pas l'ennemi de l'esprit d'entreprendre »

C'est au tour de la ministre de l'Ecologie Delphine Batho de se lancer : « L'écologie n'est pas l'ennemi de l'esprit d'entreprendre. L'écologie est le tournant économique du siècle. Nos concurrents sont en train de prendre une avance déterminante sur ses sujets. C'est un sujet de compétitivité majeur. Oui, Mme Parisot, il est interdit d'interdire des débats. Mais la tentation serait de faire de l'écologie le bouc émissaire des urgences de la crise. L'écologie ne doit pas être vue comme une contrainte, mais comme le plus gros gisement d'emploi, de croissance. Oui, la hausse du prix de l'énergie supportée par les familles et les entreprises sera un des éléments déterminants dans les débats de la conférence environnementale.

Elle ajoute sur la gaz de schiste : « Il faut passer à une économie décarbonée. Concernant le gaz de schiste, je ne crois pas que quiconque imposera des technologies polluantes et dégradantes dont les Français ne veulent pas ».

Sur la question des normes environnementales, elle martèle : « je n'ai pas une vision bureaucratique de l'écologie. On doit pouvoir engager le chantier de la modernisation des normes environnementales. Il faut aller vers la simplification d'un certain nombre de procédures qui posent un problème de compétitivité ».

12h00 - J-Y Le Gall (Arianespace) : « Le spatial ignore les questions de souveraineté nationale »

Industriels, politiques et scientifiques sont réunis pour une conférence plénière sur la « conquête de l'aire », celle de l'air, de l'eau, du feu et de la terre.

A la table, Gilles Elkaim, explorateur et physicien, témoigne de ses expéditions dans le Grand Nord. « Mon adage favori est : ouvrir l'œil et la fermer. Pour moi, l'aire, c'est la glace. Et on entre dans une nouvelle ère : la prise de conscience de chaque individu est déterminante aujourd'hui. On produit, on exploite à outrance, pour répondre à la demande d'un public, qui dépasse sa nécessité. Il faut inverser cette tendance. » Jean-Yves Le Gall, président d'Arianespace, intervient lui sur la conquête de l'espace : « trois événements se sont produits presque simultanément : la disparition de Neil Armstrong, Curiosity sur Mars et le 50ème succès d'Ariane 5. La première chose qu'on a fait faire à Curiosity, c'est de diffuser une chanson des Black Eyed Peas. Cela montre à quel point cette expédition est moderne par rapport à celle d'Armstrong, qui est très connotée à la guerre froide. Le spatial permet aussi de répondre à l'enjeu de l'eau car nous lançons des expéditions d'observation. Le spatial a commencé dans la guerre froide et les deux tiers des satellites lancés chaque année le sont pour une finalité militaire. On l'oublie, mais il y a des applications de plus en plus élargies des satellites ».

Interrogé sur la question de la souveraineté nationale, Jean-Yves Le Gall poursuit : « Le spatial a montré l'exemple sur la souveraineté nationale avec la station spatiale internationale, qui s'est d'abord appelée Freedom. Aujourd'hui, le spatial ignore les questions de souveraineté nationale, ignore les frontières ».

10h30 - Jérôme Cahuzac : «Le prix des produits dérivés doit correspondre à leur risque réel»

Le ministre du Budget Jérôme Cahuzac s'attarde sur le sujet de la séparation des banques de détail et des activités de marché : « Rien n'indique que ce projet sera mis en œuvre, il y a un choix à faire entre le modèle Volcker et Vickers. Mais la réflexion doit déboucher, car la situation actuelle n'est pas satisfaisante ; elle comporte des risques. Il ne s'agit pas de condamner un produit par principe, au motif que c'est un produit dérivé. Ces produits jouent leur rôle dans l'économie réelle. On va rencontrer des difficultés : comment juger celui-ci ou celui-là utile ? Il faut faire en sorte que le prix de ces produits dérivés corresponde à leur risque réel, ce qui aujourd'hui n'est pas le cas. La garantie implicite de l'Etat aboutit à ce que ces produits sont cédés à un prix plus faible que le risque qu'il représente. Il faudrait débrancher la garantie implicite de l'Etat sur certaines catégories de produits dérivés. L'idée qui sous-tend cette volonté de séparer banques de marché et banques de détail, c'est de garantir la meilleure allocation possible au secteur productif, aux entreprises. Il faut éviter que ces produits soient totalement déconnectés de l'intérêt général ».

10h00 - Xavier Bertrand : «Les politiques doivent gérer le Budget comme un budget familial»

C'est au tour de Xavier Bertrand, ancien ministre du Travail et de la Santé de prendre la parole. « Longtemps, les politiques ont fait croire qu'ils n'avaient pas de problèmes d'argent, ce qui les a dispensé de tout discours de vérité. Il a fallu la crise financière pour

bien comprendre qu'on avait fini de danser. La ligne de fracture se fera entre ceux qui pensent qu'on peut continuer à prélever davantage et ceux qui pensent qu'il faut que l'Etat dépense moins. Il est temps que les politiques gèrent le budget comme un budget familial. Quand il y a une dépense publique, en a-t-on pour son argent en terme d'efficacité ? Il faut toucher aux niches fiscales à une exception près, celles qui ont un impact sur l'emploi. Les Français sont prêts à faire des efforts s'ils ont le sentiment qu'ils sont justes et efficaces. » Observateur des évolutions sociales, le directeur général du Crédit Municipal de Paris, Bernard Candiard explique : « Les dépôts d'objets n'ont pas arrêté d'évoluer dans le temps et nous avons une grande majorité de femmes. Mais on récupère toujours autant les objets. L'écart se creuse entre les différentes catégories de population : les acheteurs ont les moyens. »

9h15 - L'argent est au centre des débats dès l'ouverture de la deuxième journée de l'université d'été du Medef. Le ministre du Budget Jérôme Cahuzac, accompagné de l'ancien ministre du Travail Xavier Bertrand, s'expriment ce matin sur le thème « Avec ou sans argent ».

« Parler d'argent au Medef, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu. Mais allez-vous savoir en parler ? », introduit Jean-Luc Placet PDG d'IDRH. Les premiers intervenants à s'exprimer évoquent d'abord le « sans argent ».

Le père Alain Maillard, docteur en théologie morale et en histoire, se lance le premier : « on ne crève pas de faim à Paris, même chez les SDF, mais est-ce qu'on prend le temps d'un dialogue gratuit ? Ca ne coûte rien, ça coûte du temps. » L'ancien député-maire de Versailles et président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Etienne Pinte, lui, s'interroge : « l'argent crée-t-il du lien social lorsqu'on en a pas ou peu ? Et constitue-t-il un facteur d'autonomisation lorsqu'on n'en pas ou peu ? L'argent est moins une monnaie d'échange qu'une monnaie de survie. » Une autre partie des participants à cette table ronde met en avant le « côté positif » de l'argent.

Ancien directeur du Budget, Pierre-Mathieu Duhamel du cabinet KPMG, prend le micro et cite Benjamin Franklin : « le seul intérêt de l'argent, c'est son emploi. » Le ministre du Budget Jérôme Cahuzac intervient à son tour : « Le thème que vous avez choisi est assez amusant. Cette question nous renvoie à ce que furent deux tabous : le sexe et l'argent. Et l'un et l'autre renvoient au besoin de liberté. Il y a un parallèle entre le manque d'argent et l'amputation de la liberté. » Le ministre évoque ensuite l'argent public : « La priorité d'aujourd'hui est défaire qu'aujourd'hui nos comptes retrouvent l'ordre qu'ils ont perdu. Mais c'est un ordre qui in fine, s'il est rétabli, profitera. Autre remarque : il n'y a pas de pactole ou de trésor caché. Le fonds du problème n'est pas de savoir qui paie mais combien on doit payer. Une fois que ce choix aura été fait, il sera temps de savoir qui et comment en assume ce coût : la fiscalité, l'épargne, la TVA, la CSG, la fiscalité... ? »

Interrogé sur les taux de prélèvements, Jérôme Cahuzac répond que « personne n'a contesté que les prélèvements augmenteront. La question est de savoir à qui et de combien ils augmenteront. Il faut tout faire pour orienter l'épargne vers l'investissement productif, il y a pour cela des instruments budgétaires et fiscaux. Rien ne se fera si la

confiance ne se rétablit pas. Si le taux d'épargne augmente dans notre pays, c'est la crainte de l'avenir qui transparait. »

Sommé de s'exprimer sur la baisse de la dépense publique, Jérôme Cahuzac s'exécute : « Sur la mandature, l'engagement pris est qu'il sera à part égale entre l'économie et la recette. La politique c'est l'art du possible. Pour l'Etat, il faut dépenser 10 milliards de moins, et les collectivités locales seront soumises aux même règles que l'Etat : zéro valeur. Et nous continuerons à faire des économies d'une année sur l'autre. Ceux qui ont cru que l'on pouvait y arriver uniquement en faisant des recettes rêvent, ceux qui ont cru que l'on pouvait y arriver uniquement en faisant des économies mentent. »